



Le Conference Board
du Canada

The Conference Board
of Canada

PLUS QU'UNE SAINTE HABITUDE

L'évaluation de la contribution économique du secteur des fruits et légumes frais au Canada.



Plus qu'une saine habitude : L'évaluation de la contribution économique du secteur des fruits et légumes frais au Canada

Todd Crawford

Avant-propos

Cette recherche a été menée par le Conference Board du Canada, avec le financement et le soutien de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL). Conformément à ses lignes directrices sur la recherche financée, le Conference Board a décidé seul de la conception et de la méthode de recherche, ainsi que du contenu du présent rapport.

Todd Crawford, économiste sénior à la Division des prévisions et analyses du Conference Board, a mené la recherche et préparé le présent rapport. Pedro Antunes, économiste en chef adjoint à la Division des prévisions et analyses, était le gestionnaire de projet.

Pour citer le rapport : Crawford, Todd. *Plus qu'une saine habitude : L'évaluation de la contribution économique du secteur des fruits et légumes au Canada*. Ottawa : Le Conference Board du Canada, 2014.

©2014 Le Conference Board du Canada*

Publié au Canada | Tous droits réservés | Entente n° 40063028 | *Constituée en société sous le nom d'AERIC Inc.

^{MD}Le Conference Board du Canada et le logo de la torche sont des marques déposées du Conference Board, Inc. Nos prévisions et travaux de recherche reposent souvent sur de nombreuses hypothèses et différentes sources de données. Ils présentent donc des risques et des incertitudes inhérents à ce genre de travail et ne doivent pas être perçus comme des sources de conseils spécifiques en matière de placement, de comptabilité, de droit ou de fiscalité.

CONTENTS

| | |
|----|---|
| i | RÉSUMÉ |
| | Chapitre 1 |
| 1 | Introduction |
| | Chapitre 2 |
| 5 | Méthodologie |
| | Chapitre 3 |
| 9 | Résultats |
| | Chapitre 4 |
| 15 | Conclusion |
| | Annexe A |
| 17 | Le modèle prévisionnel national du Conference Board |
| | Annexe B |
| 20 | Résultats détaillés de l’empreinte économique |
| | Annexe C |
| 24 | Bibliographie |

Remerciements

Le Conference Board tient à remercier l'ACDFL pour sa contribution financière à cette recherche. L'auteur souhaite particulièrement remercier Sue Lewis, directrice, Développement de marché à l'ACDFL, pour ses commentaires et suggestions éclairés. Il tient aussi à remercier Pedro Antunes, économiste en chef adjoint à la Division des prévisions et analyses, qui a examiné la version préliminaire du présent document.

RÉSUMÉ

Plus qu'une saine habitude : L'évaluation de la contribution économique du secteur des fruits et légumes frais au Canada

Aperçu

- Ce rapport fait le point sur la valeur économique ajoutée distincte du secteur canadien des fruits et légumes frais.
- Le secteur des fruits et légumes frais a injecté 4,8 G\$ en PIB réel direct dans l'économie nationale en 2013. Lorsque l'on ajoute l'impact sur la chaîne d'approvisionnement et les retombées induites, l'empreinte économique totale atteint la somme de 11,4 G\$ au titre du PIB réel.
- Cette hausse de l'activité économique a permis de soutenir 147 900 emplois en 2013. De plus, elle a généré une hausse des revenus des ménages de l'ordre de 7,6 G\$ ainsi qu'une augmentation des bénéfices des sociétés de l'ordre de 2,9 G\$.

La portée des recherches sur l'apport positif de la consommation des fruits et des légumes sur le plan social et dans le domaine de la santé s'est considérablement élargie au cours des dernières années. Néanmoins, l'apport économique de ce secteur est mal compris. L'objectif de ce rapport est de faire le point sur la valeur économique ajoutée distincte. À cette fin, nous évaluerons l'impact de la contribution directe de la consommation et de l'exportation des fruits et légumes frais canadiens. Nous mesurerons également l'impact de la contribution indirecte de la chaîne d'approvisionnement liée au secteur des fruits et légumes frais afin de déterminer l'empreinte économique totale de ce secteur¹.

La production du secteur des fruits et légumes frais est liée à deux des principales activités de l'économie canadienne : la consommation et les exportations. Vu que, selon les données, la valeur totale évaluée de la consommation de fruits et légumes frais atteignait 10,1 G\$ en 2013 et que les exportations dans ce secteur s'élevaient à 4 G\$, le Conference

1 Nous évaluons les retombées économiques directes, indirectes et induites. **Les retombées économiques directes** mesurent la valeur ajoutée des entreprises du secteur des fruits et légumes frais. **Les retombées indirectes** mesurent l'impact de la chaîne d'approvisionnement et saisissent la valeur ajoutée produite par les entreprises qui sont des fournisseurs directs de produits ou de services dans le secteur des fruits et légumes frais. **Les retombées induites** mesurent les gains économiques qui se dégagent lorsque les salaires et les bénéfices des retombées directes et indirectes des sociétés sont dépensés, ce qui se traduit par encore plus de retombées pour l'économie.

Board du Canada estime que le secteur canadien des fruits et légumes frais a directement soutenu 76 700 emplois et généré 4,8 G\$ en produit intérieur brut (PIB) direct².

Il peut s'avérer difficile d'évaluer la taille relative d'une industrie lorsqu'on s'en tient exclusivement à la valeur de son PIB. Aux fins d'analyse, le tableau 1 expose les données réelles du PIB en 2013 pour certaines industries. Il démontre que la valeur du PIB directement attribuable au secteur des fruits et légumes frais est légèrement inférieure au PIB généré par le secteur du transport aérien. Il est plus ou moins au même niveau que celui de l'industrie de l'impression et celui des stations-service. Par contre, il est plus élevé que le PIB de certains secteurs, tels que le secteur de la fabrication des vêtements, les textiles, la foresterie et l'exploitation forestière.

Tableau 1
PIB réel de quelques industries canadiennes
(G\$ de 2007)

| | |
|--|-------------|
| Fabrication de vêtements et de textiles | 2,68 |
| Foresterie et exploitation forestière | 3,94 |
| Extraction de minerais non métalliques | 4,49 |
| Fruits et légumes frais | 4,79 |
| Stations-service | 4,84 |
| Impression | 4,76 |
| Transport aérien | 5,83 |
| Services postaux, messageries et services de messagers | 6,91 |

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

- 2 Le PIB est conçu pour mesurer la production donnée dans une région précise dans une période de temps donnée. Bien qu'il y ait plusieurs façons de calculer le PIB, la méthode la plus intuitive est peut-être celle fondée sur le concept de la valeur ajoutée. La valeur ajoutée dans chaque industrie est calculée comme étant la différence entre le total des revenus et la somme des dépenses relativement aux pièces, matériaux et services utilisés dans le processus de production. Le PIB d'une région donnée est donc la somme de la valeur ajoutée de l'ensemble des industries dans cette région.

Bien que le secteur des fruits et légumes frais ait des retombées directes notables sur l'économie canadienne, son empreinte est beaucoup plus grande lorsqu'on prend en compte la chaîne d'approvisionnement et les retombées induites liées à la production de fruits et légumes. Globalement, lorsqu'on tient compte de ces retombées secondaires et tertiaires, le secteur des fruits et légumes frais du Canada a soutenu 147 900 emplois en 2013 et créé 11,4 G\$ en PIB réel (en dollars de 2007). Cette activité économique a également généré 7,5 G\$ en revenus primaires des ménages et 2,9 G\$ en bénéfices des sociétés, ce qui se répercute directement sur les recettes des gouvernements fédéral et provinciaux. Au total, grâce à l'activité économique liée au secteur canadien des fruits et légumes frais, les recettes du gouvernement fédéral ont grimpé de 2,4 G\$ alors que les recettes totales des provinces ont augmenté de 1,1 G\$ en 2013.

CHAPITRE 1

Introduction



Le secteur canadien des fruits et légumes frais joue un rôle important dans la santé et le bien-être social de notre pays. En effet, chacun sait que la consommation de fruits et de légumes réduit l'incidence des maladies et des pathologies chroniques, qui requièrent un investissement physique et émotionnel intense de la part des personnes soignantes et qui ont un impact sur la stabilité financière du système de soins de santé public canadien. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande de consommer au moins 400 grammes de fruits et légumes par jour pour être en bonne santé et prévenir les maladies¹, mais hélas, seulement 26 % de la population des plus de deux ans consomme le nombre minimal quotidien de portions recommandé pour leur âge et leur sexe². Fait particulièrement préoccupant, près de 59 % des enfants et des adolescents consommeraient moins que les cinq portions quotidiennes de fruits et légumes recommandées, ce qui les rend nettement plus susceptibles de faire de l'embonpoint ou de devenir obèses que ceux qui suivent cette recommandation³.

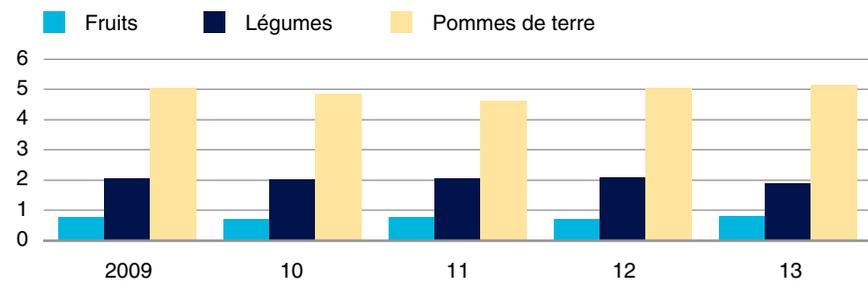
- 1 Organisation mondiale de la santé. *Diet, Nutrition and the Prevention of Chronic Diseases*, Genève, OMS, 2003.
- 2 Black et Billette. « *Do Canadians meet Canada's Food Guide's recommendations for fruits and vegetables?* », *Physiologie appliquée, nutrition et métabolisme*, vol. 38, n° 3, février 2013, p. 234 à 242.
- 3 Margot Shields, « *L'embonpoint et l'obésité chez les enfants et les adolescents* », *Rapport sur la santé*, vol. 17, n° 3, Statistique Canada, août 2006, p. 27 à 43.

Cependant, si l'on parvient à gérer plus efficacement les risques liés au régime alimentaire, il est possible de réduire l'incidence des maladies chroniques, avec des avantages économiques et sociaux évidents pour le pays dans l'avenir⁴.

Graphique 1

Production de fruits, de légumes et d'autres produits agricoles, Canada

(millions, tonnes métriques)



Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Les bienfaits des fruits et légumes canadiens ne se limitent pas à leur influence positive sur les résultats en matière de santé. En effet, le secteur contribue directement à l'économie canadienne. Selon les estimations de Statistique Canada, en 2013, la quantité totale de la production de fruits et légumes commercialisés (sans compter les pommes de terre) était de 2,7 millions de tonnes métriques, en plus des quelque 5,1 millions de tonnes métriques de pommes de terre. La production de fruits et légumes frais reste relativement stable depuis quelques années, et les niveaux actuels ont à peine varié par rapport à ceux d'il y a cinq ans (voir le graphique 1). Les fruits et légumes frais représentent aussi un poste non négligeable dans le budget alimentaire des Canadiens. En fait, selon Statistique Canada, un ménage moyen

⁴ Le Conference Board du Canada, *Improving Health Outcomes: The Role of Food in Addressing Chronic Diseases*, Ottawa, CBdC, mai 2012.

consacre environ 16 % de son budget alimentaire annuel aux fruits et légumes, ce qui équivaut à 1 262 \$ par an. Les fruits et légumes frais représentent quelque 90 % de ce total⁵.

La demande en fruits et légumes augmentera probablement dans l'avenir en raison de l'intérêt accru que portent à la santé une population vieillissante et des ménages à la recherche de solutions alimentaires plus saines.

Laissant de côté les effets bénéfiques des fruits et légumes pour la santé des Canadiens, cette étude a pour but de quantifier la contribution économique distincte du secteur à notre économie. Par conséquent, sa portée se limite au calcul de la valeur ajoutée directement apportée par le secteur, sa chaîne d'approvisionnement et ses retombées induites. La somme de ces contributions individuelles fournit l'empreinte économique totale du secteur canadien des fruits et légumes frais. Nous ne tentons aucunement de quantifier les avantages pour l'économie canadienne d'une population en meilleure santé. Le reste de ce rapport est structuré comme suit : le chapitre 2 décrit la méthode utilisée pour quantifier la somme des retombées directes, indirectes et induites associées au secteur des fruits et légumes frais; le chapitre 3 présente les résultats de l'analyse de l'empreinte économique et le chapitre 4 contient nos conclusions.

5 Le Conference Board du Canada, *Programs, Policies and Promotional Strategies for Produce Consumption*, Ottawa, CBdC, 2013 (non publié).

CHAPITRE 2

Méthodologie



Cette étude a pour but de quantifier l'empreinte économique totale du secteur canadien des fruits et légumes frais. Les répercussions d'un secteur sur l'économie peuvent être estimées au moyen de modèles économétriques qui aident à comprendre comment les changements d'activité dans un secteur en particulier peuvent avoir de plus vastes effets sur l'économie en général. En principe, les retombées les plus faciles à repérer concernent l'activité économique directement attribuable au secteur examiné – qui correspond, au sens large, aux salaires des employés de l'industrie et aux bénéfices des entreprises y œuvrant directement. En outre, les activités normales d'un secteur génèrent une demande additionnelle d'intrants en provenance d'autres secteurs (retombées indirectes), tandis que les revenus issus de l'achat de ces biens et services entraînent de nouvelles dépenses dans l'économie (retombées induites). Chaque type de retombées est décrit dans ce chapitre.

La première étape de l'analyse de l'empreinte économique a consisté à établir les retombées directes du secteur des fruits et légumes frais. Malheureusement, au sens strict, ce secteur ne correspond à aucun des groupes répertoriés dans le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). C'est pour cette raison que Statistique Canada n'indique pas précisément le PIB ou les emplois liés à la production et à l'exportation de fruits et légumes frais au Canada. Cependant, le Conference Board a pu isoler la production brute liée à la consommation et à l'exportation de produits à base de fruits et légumes frais dans la version la plus récente des tableaux sur les entrées-sorties nationales de Statistique Canada (2010). Partant du

Aux fins de ce rapport, l'analyse de l'empreinte économique évalue l'ensemble des retombées directes, indirectes et induites.

principe qu'à court terme, la part de la production brute du secteur est restée constante dans les secteurs plus vastes de la consommation et de l'exportation d'aliments et de boissons (suivis par Statistique Canada), nous avons obtenu une estimation raisonnable de la production brute totale du secteur des fruits et légumes frais en 2013. Partant de cette estimation, nous avons appliqué les coefficients d'entrées-sorties pour calculer le PIB direct et l'emploi dans le secteur canadien des fruits et légumes frais. Pour la deuxième étape, nous avons utilisé notre modèle économétrique exclusif de l'économie canadienne afin d'évaluer l'empreinte économique totale du secteur.

L'analyse de l'empreinte économique consiste à repérer les principaux liens de la chaîne d'approvisionnement et à quantifier leurs retombées sur les indicateurs économiques clés comme le PIB, l'emploi, les revenus et les recettes publiques. Aux fins de ce rapport, l'analyse de l'empreinte économique évalue l'ensemble des retombées directes, indirectes et induites :

- Les **retombées directes** mesurent la valeur ajoutée¹ qu'apporte le secteur des fruits et légumes frais à l'économie et qui est directement attribuée aux employés du secteur, aux salaires gagnés et aux revenus générés par les entreprises.
- Les **retombées indirectes** mesurent la valeur ajoutée que les entreprises à l'origine des « retombées directes » engendrent dans l'économie par la demande d'intrants intermédiaires ou d'autres services de soutien. Par exemple, l'activité dans le secteur des fruits et légumes frais crée une demande en services professionnels, scientifiques et techniques.

1 La valeur ajoutée ou production nette est la différence entre les recettes totales et la somme des dépenses consacrées aux pièces, aux matériaux et aux services dans le cadre du processus de production. En faisant le total de la valeur ajoutée dans tous les secteurs d'activité d'une région, on obtiendra le PIB de cette région.

- Les **retombées induites** sont celles qui se produisent quand les employés des industries susmentionnées dépensent leurs revenus et les propriétaires leurs bénéfices. Ces achats se traduisent à leur tour par une hausse de l'emploi, des salaires, des revenus et des recettes fiscales, et leurs effets se font sentir dans tout un éventail d'industries.

Le modèle des entrées-sorties illustre les relations dans une économie et décrit les différents liens de la chaîne d'approvisionnement associés à la consommation et à l'exportation des fruits et légumes frais. Nous avons demandé à Statistique Canada de faire une simulation du modèle d'entrées-sorties nationales en procédant à des augmentations ou des diminutions pour une catégorie donnée de demande finale dans l'économie canadienne (p. ex. la consommation de produits à base de fruits et de légumes frais). Cette simulation nous a permis d'établir les liens directs et ceux de la chaîne d'approvisionnement associés à cette activité.

Bien que les estimations des entrées-sorties puissent fournir une description détaillée des liens avec la chaîne d'approvisionnement, le modèle exclusif du Conference Board a aussi permis de mesurer les retombées économiques des revenus supplémentaires découlant des variations des salaires et des bénéfices². Il a également permis d'établir les retombées sur d'autres indicateurs économiques clés, comme le recouvrement de l'impôt et le solde du compte courant. Ce modèle prévisionnel a été utilisé pour évaluer les retombées induites supplémentaires sur l'économie et donc estimer l'empreinte économique du secteur des fruits et légumes frais dans l'économie canadienne.

2 Une description du modèle prévisionnel national du Conference Board figure à l'annexe A.

CHAPITRE 3

Résultats



Le PIB réel direct du secteur des fruits et légumes – la contribution économique directe des ventes, des emplois et des recettes fiscales engendrés par les sociétés et les entreprises à propriétaire unique dans ce secteur – a été estimé à 4,8 G\$ pour 2013. L'inclusion des entreprises à propriétaire unique du secteur des fruits et légumes frais constitue un élément important, car le Canada compte 10 000 producteurs de fruits et légumes, parmi lesquels 74 % gèrent une petite exploitation et affichent un chiffre d'affaires annuel inférieur à 250 000 \$¹.

Cependant, l'ensemble des avantages économiques des fruits et légumes frais au Canada est bien plus vaste quand on tient compte des avantages liés à la chaîne d'approvisionnement qui sont générés par la demande additionnelle d'intrants matériels pour la production et l'exportation des fruits et légumes. En outre, quand les employés du secteur des fruits et légumes frais et des secteurs connexes intervenant dans la chaîne d'approvisionnement dépensent leur salaire pour acheter des biens et des services, des retombées induites supplémentaires peuvent être attribuées au secteur. En effet, les dépenses de ces employés ont des retombées sous forme de création d'emplois et d'activité économique dans tous les secteurs de l'économie. En d'autres termes, la somme des retombées directes, indirectes et induites correspond à la contribution totale du secteur à l'économie, c'est-à-dire à son empreinte économique.

Le Conference Board estime que l'empreinte économique totale du secteur des fruits et légumes frais en 2013 s'élevait à 11,4 G\$ en PIB réel (mesuré aux prix courants), ce qui équivaut à environ 0,7 % de

¹ IAO Services d'actuariat-conseil inc. *Feasibility Study of Private Insurance Models for Canada's Fresh Produce Industry*, AON, 2014 (non publié).

l'économie canadienne² (voir le tableau 2). Le secteur a un multiplicateur économique total de 2,4. Ce signifie donc qu'à chaque augmentation de 1 M\$ du PIB réel du secteur, le PIB réel augmente au total de 2,4 M\$ (en tenant compte des retombées sur la chaîne d'approvisionnement et des retombées induites).

Tableau 2

Indicateurs économiques clés, 2013

(Total des retombées directes, indirectes et induites)

| | |
|--|--------|
| PIB réel (M\$ de 2007) | 11 408 |
| Emplois (en milliers) | 147,9 |
| Taux de chômage | -0,7 |
| Revenus primaires des ménages (M\$) | 7 529 |
| Bénéfices des sociétés avant impôts (M\$) | 2 879 |
| Solde du compte courant (M\$) | -755 |
| Impôt sur le revenu des particuliers (M\$) | 1 258 |
| Impôt sur les sociétés (M\$) | 840 |
| Taxes sur les produits (M\$) | 1 552 |
| Solde du gouv. fédéral (M\$) | 2 382 |
| Solde des gouv. provinciaux (M\$) | 1 082 |

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

L'accroissement total de l'activité économique dû au secteur des fruits et légumes frais a assuré le maintien de 147 900 emplois en 2013, ce qui a contribué à augmenter le revenu primaire des ménages de 7,6 G\$. Les entreprises ont elles aussi profité de la situation en accroissant leurs bénéfices de 2,9 G\$.

- 2 Statistique Canada utilise deux types de prix différents pour mesurer le PIB : les prix du marché et les prix de base. Les prix du marché correspondent à ceux des transactions. Ils servent à mesurer le PIB en fonction des revenus et des dépenses. Les chiffres du secteur relatifs au PIB sont mesurés en prix de base, qui représentent la somme reçue par le producteur, moins les impôts, plus les subventions. Comme les chiffres sectoriels reposent sur une autre série de prix, les estimations du PIB s'y rapportant diffèrent de celles obtenues à partir des prix du marché.

Selon les estimations, le secteur des fruits et légumes frais a favorisé directement le maintien de 76 900 emplois nets en 2013 grâce à ses activités.

Les revenus supplémentaires découlant du secteur des fruits et légumes frais constituent aussi une importante source de recettes fiscales pour les gouvernements. En 2013, 1,3 G\$ ont été collectés au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et 840 M\$ au titre de l'impôt sur les sociétés liées au secteur canadien des fruits et légumes frais et sur l'activité économique que celles-ci soutiennent. De plus, 1,6 G\$ ont été collectés au titre des taxes sur les produits, en majeure partie des taxes générales sur les produits et services perçues par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Dans l'ensemble, les soldes gouvernementaux ont augmenté légèrement moins que la hausse totale des recouvrements d'impôts en raison de l'existence de subventions dans le secteur agricole – mais les retombées nettes restent clairement positives.

Par ses retombées induites et celles sur la chaîne d'approvisionnement, le secteur des fruits et légumes frais engendre de l'activité dans un vaste éventail d'industries. Le tableau 3 montre l'empreinte économique totale (retombées directes, indirectes et induites) du secteur, par industrie. Chaque valeur du tableau 3 représente le montant de la production économique dans une industrie donnée, soutenue par le secteur canadien des fruits et légumes frais.

Sans surprise, la plus forte augmentation du PIB a eu lieu dans la catégorie de l'agriculture, de la foresterie et des pêches – qui comprend les retombées directes associées à la production de fruits et de légumes. Cependant, des industries comme le commerce de gros et de détail ont elles aussi connu une augmentation significative, de même que le secteur du transport et de l'entreposage. Cet ensemble d'industries contient une multitude d'entreprises qui contribuent à acheminer les fruits et légumes des exploitations agricoles jusqu'aux consommateurs, dans le pays ou à l'étranger. Le secteur de la fabrication tire lui aussi largement parti des fruits et des légumes frais, car ceux-ci sont transformés, adaptés et conditionnés en nouveaux produits destinés à la vente aux consommateurs. Enfin, les autres services aux entreprises ont connu une augmentation de 880 M\$, essentiellement en raison d'une hausse de la demande de services d'hébergement et de restauration.

Tableau 3

Produit intérieur brut aux prix de base, 2013

(Total des retombées directes, indirectes et induites, M\$ de 2007)

| | |
|--|---------------|
| PIB réel | 11 562 |
| Total des industries productrices de biens | 4 486 |
| Agriculture, foresterie, pêche et chasse | 3 042 |
| Extraction minière | 349 |
| Services publics | 223 |
| Construction | 167 |
| Fabrication | 704 |
| Services aux entreprises | 6 840 |
| Commerce de gros et de détail | 3 754 |
| Commerce de gros | 1 123 |
| Commerce de détail | 2 631 |
| Transport et entreposage | 608 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle | 267 |
| Finances, assurance et immobilier | 1 225 |
| Intermédiation financière et autorités monétaires | 346 |
| Sociétés d'assurance et activités connexes | 177 |
| Services immobiliers et services de location et de location à bail | 702 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 109 |
| Autres services aux entreprises | 877 |
| Secteur public | 236 |

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

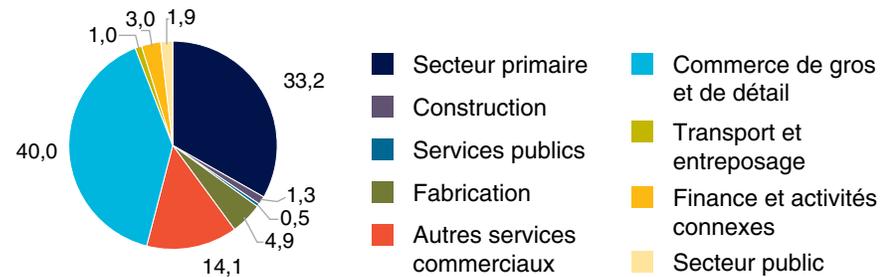
Selon les estimations, le secteur des fruits et légumes frais a soutenu directement 76 900 emplois nets en 2013 grâce à ses activités. Environ 87 % de ces emplois concernaient la production agricole ou le commerce de détail. Cependant, quand on tient compte de la totalité des effets de la chaîne d'approvisionnement et du revenu reliés aux fruits et légumes frais, les avantages en matière d'emploi sont répartis de manière plus large. Le maintien de près de 21 000 emplois nets a été favorisé dans les services commerciaux – services appartenant, par exemple, à la

catégorie des services professionnels, scientifiques et techniques; du soutien administratif; ou de la gestion des déchets et de la remise en état de l'environnement. La masse salariale du secteur de la fabrication a augmenté de 7 300 postes nets, dont beaucoup dans les sous-secteurs industriels de la mise en conserve de fruits et de légumes et de la fabrication d'aliments de spécialité. Un nombre substantiel d'emplois a également été créé dans les industries de la fabrication des produits métalliques; de la fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles; et de la fabrication de machines. D'autres gains d'emplois notables ont été enregistrés par les bailleurs de biens immobiliers; les sociétés d'assurance; et autres services dans le domaine des finances, de l'assurance et de l'immobilier. (Pour connaître le nombre total d'emplois liés aux différents secteurs, voir le graphique 2.)

Graphique 2

Total de l'emploi, 2013

(%)



Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

CHAPITRE 4

Conclusion



Le secteur canadien des fruits et légumes frais joue deux rôles importants pour les Canadiens. Premièrement, il contribue à promouvoir un mode de vie sain, qui réduit le fardeau financier des programmes publics de santé et d'aide sociale. Deuxièmement, il contribue directement à l'économie canadienne par diverses activités liées à la production, l'exportation et la consommation de fruits et de légumes frais.

Sans tenir compte des bienfaits sociaux et de santé, le Conference Board estime que le secteur des fruits et légumes frais a généré un PIB réel direct de 4,8 G\$ pour l'économie nationale en 2013. Quand on inclut les retombées indirectes et induites, l'empreinte économique totale du secteur passe à 11,4 G\$ de PIB réel, ce qui donne un multiplicateur économique total de 2,4. En d'autres termes, pour chaque dollar de production généré par le secteur des fruits et légumes frais, 1,40 \$ est créé sous forme de retombées. Cet accroissement de l'activité économique a favorisé la création de 147 900 emplois nets en 2013 et généré une hausse de 7,6 G\$ du revenu primaire des ménages et de 2,9 G\$ des bénéfices des sociétés. Cela a, à son tour, entraîné une augmentation appréciable des recettes fiscales pour les gouvernements, aux paliers fédéral et provincial, la hausse totale de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt sur les sociétés et des taxes sur les produits atteignant 3,7 G\$.

Quand on examine les retombées économiques par industrie, on constate sans surprise qu'une large part revient au secteur agricole, qui est au fond le responsable de la production nationale des fruits et légumes. D'autres industries tirent aussi des avantages substantiels, notamment le commerce de gros et de détail, le transport et l'entreposage, et les services financiers.

ANNEXE A

Le modèle prévisionnel national du Conference Board

Le modèle prévisionnel national, dit modèle de prévision à moyen terme (MPMT), est un modèle trimestriel de l'économie canadienne. À l'origine, il a été conçu pour l'établissement de prévisions et de simulations à court et à moyen terme. La notion de production potentielle y a récemment été intégrée, ce qui signifie qu'il peut désormais produire des analyses à long terme.

Le MPMT diffère de nombreux autres modèles macroéconomiques trimestriels par la place qu'il accorde à des facteurs importants dans l'établissement de prévisions économiques à moyen terme. Parmi ces facteurs figurent la prise en compte détaillée de la population et de sa structure par âge, ainsi qu'une modélisation désagrégée des prix, de l'emploi et des dépenses d'investissement. Le secteur des administrations publiques est lui aussi analysé de façon très détaillée dans le MPMT, et il reflète l'état le plus récent de l'environnement institutionnel (le mode d'interaction entre le secteur public et le secteur privé).

Il existe environ 900 variables endogènes dans ce modèle, dont près de 400 reposent sur des équations stochastiques. On entend par variables endogènes les nombreuses variables contenues dans les Comptes nationaux des revenus et dépenses ainsi que des indicateurs connexes touchant la productivité, les salaires, les prix, les marchés financiers, les mouvements de capitaux internationaux et les taux de change. Plus de 600 de ces variables forment simultanément un bloc unique dans

Le MPMT inclut les plus récentes estimations de la structure industrielle de l'économie canadienne produites par Statistique Canada.

le modèle, indication de l'interdépendance importante des différents secteurs. Parmi le millier de variables exogènes contenues dans le modèle, les plus importantes sont les indicateurs économiques étrangers et les variables liées aux dépenses et recettes publiques ainsi qu'aux caractéristiques démographiques.

Dans les catégories touchant la demande finale, les dépenses publiques sont déterminées de façon exogène. Le revenu réel disponible, les caractéristiques démographiques et les taux d'intérêt réels ont une incidence élevée sur les dépenses de consommation en biens et services. Les investissements des entreprises sont déterminés par le coût d'usage du capital, les bénéfices nets des sociétés et l'activité économique globale. Les taux d'intérêt réels, les revenus et certains facteurs démographiques influent sur l'investissement dans la construction résidentielle. Les importations sont largement tributaires des dépenses de consommation, de l'investissement dans le matériel et l'outillage ainsi que des prix relatifs. Les moteurs de l'exportation sont les prix relatifs et la demande américaine.

Le niveau de détail offert par le MPMT grâce à sa ventilation de la demande finale (à peu près en 50 catégories) est très utile pour estimer la production par industrie au moyen d'un bloc détaillé d'entrées-sorties. Le MPMT inclut les plus récentes estimations de la structure industrielle de l'économie canadienne produites par Statistique Canada (elles datent de 2005). Le bloc d'entrées-sorties permet une ventilation pour plus de 670 industries.

L'emploi est modélisé en fonction de la production industrielle, de la productivité de la main-d'œuvre et des salaires. Les salaires sont modélisés en fonction de l'emploi, des anticipations inflationnistes et de la productivité décalée.

Pour prévoir les prix, il est nécessaire d'estimer la production potentielle. Autrement dit, il est essentiel d'inclure le volet de l'offre dans les prévisions. L'équation comportementale de la capacité d'approvisionnement prend la forme d'une fonction de production Cobb-Douglas. La production potentielle dépend des intrants factoriels –

capital, travail et productivité – qui sont chacun établis par voie endogène. Le facteur travail est lié au taux naturel d'emploi et à la main-d'œuvre. Le stock de capital est simplement déterminé par le stock de capital à la fin de la dernière période, plus les nouveaux investissements, moins la dépréciation.

Les prix de la demande finale, y compris les déflateurs des dépenses de consommation, l'investissement et les exportations, sont non seulement influencés par les prix propres à une industrie, mais aussi par le prix repère. Le prix repère, représenté dans le MPMT comme l'indice des prix à la consommation, est surtout établi en fonction du rendement de l'économie comparativement à la production potentielle – l'écart de production. Le bloc des prix contient également un modèle de prix détaillé, qui suit des étapes de traitement établies selon une approche ascendante. Dans ce bloc, les prix des matières brutes influent sur les prix de l'industrie, qui ont à leur tour une incidence sur les déflateurs de la demande finale et d'autres prix connexes. L'ouverture et la petite taille de l'économie canadienne font que de nombreux prix sont fixés sur les marchés mondiaux, et les prix des marchandises importées sont intégrés dans le bloc de prix à chacune des trois étapes de traitement.

ANNEXE B

Résultats détaillés de l'empreinte économique

Tableau 1

Indicateurs économiques clés

(Sauf indication contraire, perturbation aléatoire moins référence)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|--|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel (M\$ de 2007) | 11 054 | 11 061 | 11 157 | 11 408 |
| PIB (M\$) | 11 610 | 12 108 | 12 757 | 13 079 |
| Déflateur du PIB (taux de variation) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à la consommation (taux de variation) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Moyenne des salaires hebdomadaires (taux de variation) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emplois (milliers) | 144,4 | 145,9 | 145,2 | 147,9 |
| Taux de chômage (%) | -0,7 | -0,7 | -0,7 | -0,7 |
| Revenus primaires des ménages (M\$) | 6 380 | 6 861 | 7 153 | 7 529 |
| Bénéfices des sociétés avant impôts (M\$) | 2 674 | 2 815 | 2 869 | 2 879 |
| Taux des bons du Trésor à 90 jours (%) | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Solde du compte courant (M\$) | -463 | -589 | -546 | -755 |
| Impôt sur le revenu des particuliers (M\$) | 1 000 | 1 107 | 1 179 | 1 258 |
| Impôt des sociétés (M\$) | 718 | 772 | 833 | 840 |
| Taxes sur les produits (M\$) | 1 347 | 1 399 | 1 550 | 1 552 |
| Solde du gouv. fédéral (M\$) | 2 524 | 2 401 | 2 411 | 2 382 |
| Solde des gouv. provinciaux (M\$) | 1 106 | 1 040 | 1 062 | 1 082 |

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Tableau 2

Produit intérieur brut aux prix du marché

(Perturbation aléatoire moins référence, M\$ de 2007)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses de consommation finale | 9 336 | 9 292 | 9 301 | 9 510 |
| Dépenses de consommation des ménages | 9 306 | 9 285 | 9 252 | 9 464 |
| Dépenses de consommation des institutions sans but lucratif | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses de consommation des administrations publiques | 115 | 93 | 132 | 131 |
| Investissements | 2 092 | 2 184 | 2 178 | 2 280 |
| Investissements des entreprises | 2 087 | 2 179 | 2 175 | 2 282 |
| Construction résidentielle | 188 | 192 | 184 | 160 |
| Construction non résidentielle | 673 | 629 | 620 | 599 |
| Matériel et outillage | 514 | 569 | 542 | 680 |
| Produits de propriété intellectuelle | 704 | 810 | 851 | 893 |
| Administrations publiques | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande intérieure finale | 11 383 | 11 435 | 11 443 | 11 750 |
| Investissements en stocks | 245 | 231 | 273 | 272 |
| Exportations de biens et services | 4 086 | 4 036 | 4 042 | 4 081 |
| Moins : importations de biens et services | 4 262 | 4 215 | 4 148 | 4 226 |
| Exportations nettes réelles | -176 | -179 | -106 | -145 |
| PIB aux prix du marché | 11 059 | 11 071 | 11 177 | 11 438 |

Note : les totaux sont calculés à l'aide de la formule de Fisher.
Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Tableau 3

Produit intérieur brut aux prix de base

(Perturbation aléatoire moins référence, M\$ de 2007)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
| PIB réel | 11 006 | 11 141 | 11 244 | 11 562 |
| Total des industries productrices de biens | 4 270 | 4 322 | 4 362 | 4 486 |
| Agriculture, foresterie, pêche et chasse | 2 895 | 2 931 | 2 958 | 3 042 |
| Extraction minière | 332 | 336 | 340 | 349 |
| Services publics | 213 | 215 | 217 | 223 |
| Construction | 159 | 161 | 162 | 167 |
| Fabrication | 670 | 679 | 685 | 704 |
| Services aux entreprises | 6 511 | 6 591 | 6 652 | 6 840 |
| Commerce de gros et de détail | 3 573 | 3 617 | 3 651 | 3 754 |
| Commerce de gros | 1 069 | 1 082 | 1 092 | 1 123 |
| Commerce de détail | 2 505 | 2 535 | 2 559 | 2 631 |
| Transport et entreposage | 578 | 586 | 591 | 608 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle | 254 | 257 | 259 | 267 |
| Finances, assurance et immobilier | 1 167 | 1 181 | 1 192 | 1 225 |
| Intermédiation financière et autorités monétaires | 329 | 334 | 337 | 346 |
| Sociétés d'assurance et activités connexes | 169 | 171 | 172 | 177 |
| Services immobiliers et services de location et de location à bail | 669 | 677 | 683 | 702 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 103 | 105 | 106 | 109 |
| Autres services aux entreprises | 835 | 845 | 853 | 877 |
| Secteur public | 225 | 228 | 230 | 236 |

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Tableau 4

Marché du travail

(Sauf indication contraire, perturbation aléatoire moins référence, milliers)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Nombre total de d'emplois | 144,4 | 145,9 | 145,2 | 147,9 |
| Secteur primaire | 48,8 | 48,9 | 49,2 | 49,1 |
| Construction | 1,8 | 1,9 | 1,8 | 1,9 |
| Services publics | 0,9 | 0,8 | 0,8 | 0,8 |
| Fabrication | 7,0 | 7,2 | 7,3 | 7,3 |
| Autres services commerciaux | 19,7 | 20,2 | 20,4 | 20,9 |
| Commerce de gros et de détail | 58,5 | 58,2 | 57,1 | 59,1 |
| Transport et entreposage | 2,0 | 1,4 | 1,2 | 1,4 |
| Finances, assurance et immobilier | 3,6 | 4,5 | 4,4 | 4,5 |
| Secteur public | 2,2 | 2,9 | 2,8 | 2,9 |
| Chômeurs | -125,8 | -129,3 | -130,8 | -135,0 |
| Taux de chômage (%) | -0,7 | -0,7 | -0,7 | -0,7 |

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

ANNEXE C

Bibliographie

Black, Jennifer L. et Jean-Michel Billette. « Do Canadians meet Canada's Food Guide's recommendations for fruits and vegetables? », *Physiologie appliquée, nutrition et métabolisme*, vol. 38, n° 3, février 2013, p. 234 à 242, www.nrcresearchpress.com/doi/abs/10.1139/apnm-2012-0166, résumé en français (consulté le 28 avril 2014).

IAO Services d'actuariat-conseil inc. *Feasibility Study of Private Insurance Models for Canada's Fresh Produce Industry*, Toronto, AON, 2014 (non publié).

Shields, Margot. « L'embonpoint et l'obésité chez les enfants et les adolescents », *Rapport sur la santé*, vol. 17, n° 3 (août 2006), p. 27 à 43, www.statcan.gc.ca/pub/82-003-x/2005003/article/9277-fra.pdf (consulté le 28 avril 2014).

Le Conference Board du Canada (CBdC). *Improving Health Outcomes: The Role of Food in Addressing Chronic Diseases*, Ottawa, CBdC, 2012.

–. *Programs, Policies and Promotional Strategies for Produce Consumption in Canada*, Ottawa, CBdC, 2013 (non publié).

Organisation mondiale de la santé. *Diet, Nutrition and the Prevention of Chronic Diseases*, Genève, OMS, 2003, whqlibdoc.who.int/trs/WHO_TRS_916.pdf?ua=1 (consulté le 28 avril 2014).



Le Conference Board du Canada

Ce que nous sommes :

- l'organisme de recherche appliquée indépendant et sans but lucratif le plus en vue du Canada;
- un organisme objectif et non partisan, qui ne défend pas d'intérêts particuliers;
- un organisme qui s'autofinance en vendant ses services aux secteurs public et privé;
- des experts de l'organisation de conférences, mais aussi des spécialistes reconnus pour la qualité de nos recherches, de nos publications et de nos méthodes de diffusion;
- un pôle d'attraction qui facilite le réseautage parmi les gens d'affaires et nos autres clients du secteur public et d'ailleurs, et qui soutient le perfectionnement des compétences en leadership et le renforcement des capacités organisationnelles;
- des spécialistes des analyses et prévisions économiques ainsi que du rendement organisationnel et de la politique gouvernementale;
- un organisme entièrement privé, mais souvent engagé pour offrir ses services aux différents ordres de gouvernement;
- un organisme affilié, bien qu'indépendant, au Conference Board établi aux États-Unis, qui dessert près de 2 000 entreprises réparties dans 60 pays et possède des bureaux à Bruxelles et à Hong Kong.

Crédibilité. Pertinence. Leadership.



Le Conference Board
du Canada

255, chemin Smyth, Ottawa (Ontario)

K1H 8M7 Canada

Tél. 613-526-3280

Télééc. 613-526-4857

Ligne info 1-866-711-2262

conferenceboard.ca

